

Unité Départementale Hérault
DREAL Occitanie
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 MONTPELLIER CEDEX 02

Montpellier, le 12/07/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2024

Contexte et constats

publié sur **GÉORISQUES**

SARL CAMBON ENERGIE

Parcs éoliens de la Planésié et la Rocaille
34330 Cambon-et-Salvergues

Références : UD34/H5/MT/2024-040

Code AIOT : 0006605459

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement SARL CAMBON ENERGIE implanté Lieux-dits la Planésié et la Rocaille, 34330 Cambon-et-Salvergues.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL CAMBON ENERGIE
- Lieux-dits la Planésié et la Rocaille 34330 Cambon-et-Salvergues
- Codes AIOT : 0006605459 (parc de la Planésié), et 0006605479 (parc de la Rocaille)
Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

Les parcs de la Planésié, et de la Rocaille, sur la commune de Cambon-et-Salvergues, ont été autorisés respectivement par arrêté préfectoral n°2012-1-2306 et n°2012-1-2305 du 6 décembre 2013, leur mise en service datant de 2019.

Ils comportent respectivement 7 et 6 aérogénérateurs, et sont dotés sur une partie des mâts d'un système de détection aviaire (SDA) permettant d'asservir la mise à l'arrêt des machines couvertes par le dispositif, celui-ci étant en cours d'évolution en vue d'assurer la couverture de l'ensemble des machines en 2025.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivis environnementaux
- Système de détection aviaire
- Bridage chiroptères

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 06/12/2013, article 3.1.3	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	60 Jours
2	Déclaration des	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action	60 Jours

	mortalités aviaires	06/12/2013, article 3.1.3	corrective	
3	Réduction des risques aviaires	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	60 Jours
5	Système de détection aviaire	Arrêté Préfectoral du 06/12/2013, article 3.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	60 Jours
6	Maintenance du système de détection de l'avifaune	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant	60 Jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Bridage chiroptères	Arrêté Préfectoral du 06/12/2013, article 3.1.5	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Le suivi environnemental nécessite d'être poursuivi tout en renforçant ses modalités compte tenu des biais importants des suivis réalisés jusqu'à ce jour.

Il est par ailleurs demandé à l'exploitant de se conformer aux dispositions de l'arrêté préfectoral relatives aux modalités de transmission à la DREAL des bilans et déclarations de mortalité.

La traçabilité doit être améliorée concernant les actions préconisées par les suivis environnementaux ainsi que concernant la maintenance du SDA (Système de détection de l'avifaune).

Enfin, en ce qui concerne le déploiement du nouveau SDA prévu pour 2025, les éléments permettant d'attester que son dimensionnement et ses caractéristiques assurent leur efficacité vis-à-vis des espèces cibles sont également à fournir.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2013, article 3.1.3

Thème(s) : Risques chroniques Suivi environnemental

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Ce suivi sera réalisé, conformément aux protocoles nationaux établis et validés par les associations de protection de la nature et les syndicats professionnels lorsqu'ils existent. Il sera mis en place dans un délai de deux mois à compter de la mise en service des éoliennes pendant les trois premières années de fonctionnement de l'installation. Suivant les résultats de ces trois premières années de suivi, l'inspecteur des installations classées et l'exploitant décident de la fréquence de reconduite de ces suivis, qui ne pourront être inférieurs à une fois tous les dix ans. Ces suivis doivent couvrir la période du 1er avril jusqu'au 31 octobre pour les chiroptères et les oiseaux nicheurs et migrateurs. En cas de fréquentation du parc éolien par des espèces d'oiseaux hivernantes menacées et sensibles à la mortalité par éoliennes, ce suivi devra couvrir un cycle biologique annuel, suivant une fréquence adaptée.

Le suivi devra comprendre des tests pour estimer la mortalité réelle à partir des mortalités constatées, et mesurer en particulier le taux de détection de l'observateur, la persistance des cadavres, et en déduire, par les meilleures méthodes de calcul disponibles, le taux de mortalité réel dû aux éoliennes.

Constats :

Pour les deux parcs (Planésié et Rocaille), un suivi environnemental a été réalisé dès la mise en service en 2019, jusqu'en 2024.

Ces suivis sont réalisés sur la période allant de début mars à fin octobre.

L'absence de suivi en hiver ne paraît pas justifiée pour les oiseaux : en effet les études de suivi du comportement et du transit migratoire de l'avifaune réalisés de 2019 à 2020, en application de l'article 3.1.2 de l'arrêté préfectoral, doivent être prises en compte pour justifier de la nécessité ou non de couvrir un cycle biologique annuel complet dans le cadre du suivi environnemental, en fonction du niveau de fréquentation des parcs par les espèces hivernantes menacées et sensibles à la mortalité par éoliennes.

De plus, les suivis apparaissent également insuffisants en terme de fréquence : en effet le taux de persistance testé des cadavres est faible (en moyenne de 1 jour pour le parc de la Rocaille, et de 0,57 jour pour celui de la Planésié). Il convient d'utiliser l'application du projet MAPE "Eole Power" accessible au lien suivant, pour déterminer la bonne fréquence compte-tenu de la prédation intense constatée : https://human-animal-interactions.github.io/html/EolTools_Page.html

Enfin, en terme de surface prospectable, qui est pour ce qui concerne le parc de la Rocaille inférieure à 50 % de surface standard en moyenne du fait de l'environnement boisé, le risque de sous-estimer le nombre de cadavres, notamment les gros cadavres qui tombent souvent plus loin, est important.

Du fait de ces biais importants, les conditions actuelles de suivi ne permettent pas d'estimer de manière fiable les impacts sur les espèces patrimoniales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous deux mois à la DREAL, au regard des insuffisances relevées ci-dessus, les modalités qu'il propose de mettre en place pour mener des suivis renforcés pour chaque parc, consécutivement aux suivis en cours.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 Jours

N° 2 : Déclaration des mortalités aviaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2013, article 3.1.3

Thème(s) : Risques chroniques Déclaration des mortalités

Prescription contrôlée :


Les mortalités constatées doivent être signalées à l'inspecteur des installations classées, dans les meilleurs délais, pour chaque cas, lorsqu'il s'agit d'espèces menacées (i.e. non classées LC sur la liste rouge nationale UICN), et par un bilan semestriel pour les cas concernant des espèces non-menacées.

Constats :

L'exploitant indique que les déclarations de mortalités concernant les espèces non-menacées sont réalisées à l'occasion de la transmission du rapport annuel de suivi environnemental, dans le courant de l'année suivante. Cette pratique ne répond pas à la prescription de l'arrêté préfectoral de transmission d'un bilan semestriel.


Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société Valeco doit respecter le délai semestriel exigé pour la transmission des bilans de mortalité pour les espèces non-menacées. Il lui est demandé d'indiquer les mesures qu'il envisage pour respecter à l'avenir cette prescription (telle que l'établissement d'une procédure relative à la gestion des


situations et déclarations des mortalités selon le niveau de patrimonialité des espèces).		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées :	Avec suites	
Proposition de suites :	Demande d'action corrective	
Proposition de délais :	60	Jours

N° 3 : Réduction des risques aviaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12		
Thème(s) : Risques chroniques Réduction des risques aviaires		
<p>Prescription contrôlée : <u>Article 12 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011:</u> L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. [...] Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...]</p> <p><u>Protocole national (version 2018) définissant les modalités du suivi environnemental:</u> Selon le protocole, le suivi "doit proposer une analyse quant à l'impact du parc et l'efficacité des éventuelles mesures en place. Des mesures correctives visant à réduire la mortalité doivent systématiquement être proposées dès qu'un impact significatif est mesuré" (point 8.2). Selon le point 8.5, le rapport doit "Retenir au besoin d'autres mesures correctives en fonction des résultats, et prévoir au besoin un nouveau suivi pour en vérifier l'efficacité".</p>		
<p>Constats : Les rapports de suivis environnementaux de 2021 et 2022 font état de préconisations à mettre en œuvre pour réduire la mortalité de l'avifaune, notamment la suppression de la première couronne d'arbres afin d'éloigner les lisières par rapport à certaines machines du parc de la Rocaille, un élagage des boisements afin de limiter les perchoirs, le gravillonnage des plateformes. Depuis le suivi environnemental 2021, l'exploitant établit un document "suivis et mesures", résumant le dernier suivi environnemental, les mesures déployées, ainsi que les perspectives pour l'année à venir. L'inspection relève que les suivis environnementaux consécutifs ne font pas état de la réalisation effective des mesures préconisées à l'issue du suivi environnemental de l'année précédente pour réduire la mortalité aviaire. A titre d'exemple les documents de suivi des années 2022 et 2023 relatifs au Parc de la Rocaille n'explicitent pas les suites données aux préconisations mentionnées au premier paragraphe ci-dessus. En outre, les documents de "suivis et mesures" datés de septembre 2023 évoquent l'engagement d'une étude de faisabilité technique d'études acoustiques afin de caractériser les flux migratoires de passereaux à l'échelle des deux parcs, cette méthode novatrice s'inscrivant dans une démarche de recherche et développement.</p>		
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à la société Valeco d'assurer à l'avenir une traçabilité, dans les rapports de suivis environnementaux et par tout justificatif, des suites données aux actions préconisées à l'issue des suivis environnementaux de l'année précédente. Concernant l'étude de faisabilité technique d'études acoustiques pour la caractérisation des flux migratoires des passereaux, il est demandé à l'exploitant de préciser l'avancement de la démarche, et les perspectives de mise en œuvre.</p>		

Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Avec suites
Proposition de suites :	Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais :	60 Jours

N° 4 : Bridage chiroptères

Référence réglementaire :	Arrêté Préfectoral du 06/12/2013, article 3.1.5
Thème(s) :	Risques chroniques Bridage chiroptères
Prescription contrôlée : Les éoliennes seront équipées d'un système de modulation des machines permettant un arrêt des éoliennes dans des conditions de vent inférieure à 6m/s et de température supérieure à 10°C pendant la nuit, entre ½ heure après le coucher du soleil et ½ heure avant le lever du soleil, pendant la période du 1er avril jusqu'au 31 octobre. [...] <p>Le bilan du suivi de mortalité, sur une période de 3 années, permettront d'adapter les modalités de bridage des éoliennes plus précisément, selon les paramètres météorologiques et de calendrier, en fonction de la fréquentation constatée des chiroptères (suivi article 3.1.2). Les modalités de bridage ainsi adaptées, sont soumises à validation préalable de l'inspecteur des installations classées.</p>	
Constats : Il a été vérifié par la consultation du système informatique de pilotage des aérogénérateurs "SCADA", que le bridage des rotors mis en place répond aux dispositions prévues. Ce paramétrage a été sévéré par rapport à celui initialement prévu dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, en fonction des éléments issus des suivis environnementaux. <p>La mortalité des chauves-souris sur les deux parcs apparaît être à un niveau stable et relativement faible depuis 2022, selon les rapports de suivi environnementaux.</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	

N° 5 : Système de détection aviaire

Référence réglementaire :	Arrêté Préfectoral du 06/12/2013, article 3.1.4
Thème(s) :	Risques chroniques Système de détection aviaire
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à éviter toute collision conduisant à une mortalité d'espèces protégées et menacées. Dans cet objectif, le champ éolien sera notamment équipé d'un système efficace de détection d'oiseau (vision artificielle ou autre technique disponible) adapté aux différents types de vols en fonction des espèces. Il disposera des fonctions d'effarouchement sonore et de mise à l'arrêt. Une étude déterminera les caractéristiques du dispositif type de matériel, performance, positionnement	

des appareils, procédure définissant les modes de mise en œuvre des fonctions d'effarouchement et mise à l'arrêt) de manière _à éviter toute collision. Le protocole de réalisation de cette étude sera proposé dans un délai de 7 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral. L'étude sera remise à l'inspection des installations classées dans un délai de 13 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Un arrêté préfectoral complémentaire précisera les caractéristiques et date de mise en œuvre du système.

Constats :

L'exploitant n'a pas pu présenter de justificatif sur les caractéristiques du système de détection de l'avifaune (SDA) mis en place, en terme d'espèces cibles, de conditions de déclenchement, de calcul de la distance de détection permettant d'éviter les risques d'entrée des individus dans la sphère à risque, de niveau de couverture du dispositif en terme de mâts et d'angles de détection couverts.

Un renforcement du SDA est programmé, à l'échéance fin 2024 ou 1er semestre 2025, par la modernisation des équipements de détection, qui seront installés sur l'ensemble des aérogénérateurs alors qu'actuellement ils ne sont pas tous protégés pour le dispositif de détection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection, pour le dispositif de détection aviaire prévu, l'ensemble des caractéristiques permettant de démontrer le niveau de protection qui sera assuré, tels que: schémas d'ensemble et détaillés des parcs faisant apparaître les champs de vision du système au niveau de chaque éolienne, justification de l'efficacité sur les espèces cibles considérées compte tenu des distances de détection et d'asservissement du système et du temps d'arrêt des éoliennes, paramétrage de déclenchement de la détection, de l'effarouchement, et de l'arrêt de éoliennes.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 Jours

N° 6 : Maintenance du système de détection de l'avifaune

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques chroniques Maintenance du système de détection de l'avifaune

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Constats :

Le système de détection de l'avifaune (SDA) actuellement installé depuis 2020, est de type DTBird. Les rapports de mise en service sont disponibles, ainsi que les bilans annuel de fonctionnement (détections aviaires).

Le prestataire du système a défini une procédure de maintenance qui prévoit un contrôle biennal, avec la liste des vérifications à réaliser pour s'assurer du bon fonctionnement du système.

La société Valeco n'a pas été en mesure de présenter lors de l'inspection les rapports relatifs à la

réalisation effective des contrôles biennaux du SDA, mais seulement un justificatif d'intervention relatif au nettoyage des caméras en octobre 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à la société Valeco de justifier de la mise en place d'une traçabilité concernant les opérations de maintenance du SDA.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 Jours